

**COMMENTAIRES DES ENSEIGNES MAISON DE LA PRESSE A L'AVENANT A L'ACCORD
INTERPROFESSIONNEL ASSORTIMENT DU 1^{ER} JUILLET 2021 ET A L'ACCORD RELATIF AU
PLAFONNEMENT DU 19 NOVEMBRE 2024**

Commentaires relatifs à la modification de l'article 15 bis :

Les enseignes Maison de la Presse souhaitent que les ventes couplées soient exclues de cette disposition. Les extensions marketing d'une marque doivent porter l'intégralité des codes et de la promesse éditoriale du titre mère. De plus en plus, des offres couplées proposent d'associer 2 titres qui ne sont pas du même univers ou familles de presse, voire du même éditeur, et par définition la notion d'extension de marque disparaît sur ce type d'offre.

Une version poche, une offre « plus produit » ou des Hors-Séries ne modifient pas le traitement éditorial du titre mère. L'association de 2 titres dans une offre couplée peut proposer au consommateur une promesse éditoriale dissociée du titre mère.

Il est aussi important de noter que le fait d'octroyer aux extensions marketing des titres CPPAP les mêmes droits de distribution que la codif mère va automatiquement augmenter la jauge de 16 ou 18 codifs par mld fixée dans l'accord interprofessionnel assortiment et plafonnement du 1^{er} Juillet 2021. Il serait opportun d'apporter au présent avenant un ajustement à la baisse de cette même jauge.

Commentaires relatifs à la modification de l'article 9 :

Initialement, le calcul du plafond sur homologue prévoyait de prendre en considération une parution dont la vente de référence est supérieure à 130% à la vente moyenne. Ce niveau est abaissé à 110% dans le présent avenant, laissant plus d'opportunité pour inscrire des parutions dans cette configuration.

Les enseignes Maison de la Presse sont favorables pour maintenir le seuil de vente de 130% pour définir le calcul du plafond sur homologue, tel que défini dans l'accord initial.

Commentaires relatifs à la modification de l'article 13 :

Les enseignes Maison de la Presse souhaitent mieux préciser les cas qui rentrent dans la définition des « faits exceptionnels ». La définition n'est pas suffisamment précise et pourrait laisser place à différentes interprétations. A titre d'exemple, un numéro avec une baisse de prix doit rentrer dans la définition d'un « fait exceptionnel ».